

Contexte national : la France face à la crise de la Covid-19

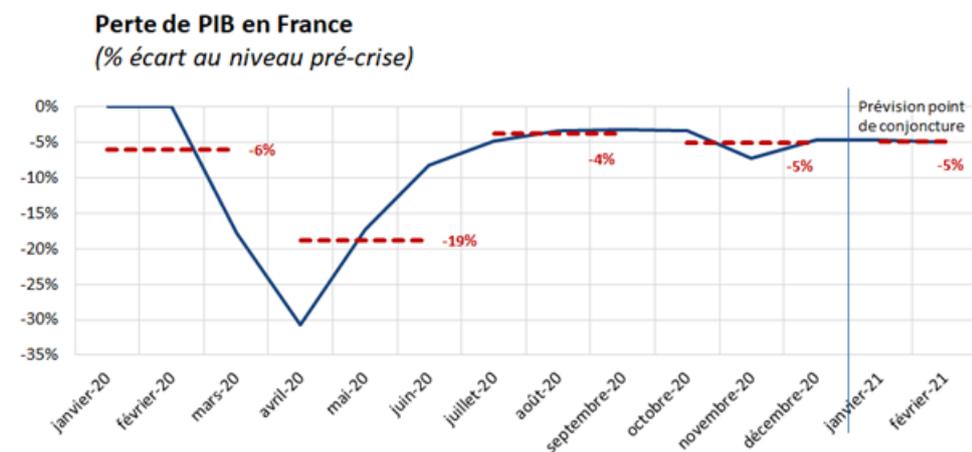
La pandémie de Covid-19 s'est accompagnée d'une crise économique d'une ampleur considérable. Les mesures sanitaires mises en œuvre pour lutter contre la propagation du virus ont pesé sur l'activité mondiale, qui a reculé de 3,5% sur l'ensemble de l'année 2020 par rapport à 2019 selon le [FMI](#). Le PIB de la zone euro a enregistré un repli plus prononcé encore, de 6,8 %.

En France, le premier confinement, du 17 mars au 10 mai, a engendré une baisse brutale de l'activité. Le PIB a ainsi chuté de 5,9 % au premier trimestre, puis de 13,7 % au deuxième trimestre. Après avoir rebondi de 18,5 % au troisième trimestre, le PIB a de nouveau chuté au quatrième trimestre sous l'effet du second confinement (du 30 octobre au 15 décembre), mais de manière plus contenue (-1,3 %). Ainsi, au dernier trimestre de 2020, le PIB s'est établi 5 points sous son niveau du dernier trimestre de 2019. Selon le [Point de conjoncture](#) publié par la Banque de France, **la quasi-totalité des secteurs de l'économie ont été touchés, mais de manière inégale.** L'industrie et le bâtiment ont surtout vu leur activité chuter lors du premier confinement, même si certains secteurs, tels que l'automobile ou plus encore l'aéronautique et les autres transports, présentaient toujours des niveaux d'activité très dégradés fin 2020. Les commerces et les services à la personne (notamment l'hôtellerie, la restauration et les activités culturelles et de loisir) ont été particulièrement touchés.

Au final, **l'économie française a connu en 2020 sa plus forte récession depuis la seconde guerre mondiale, avec une chute du PIB de 8,3 % sur l'ensemble de l'année. L'inflation a ralenti**, avec une croissance annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé passant **de 1,2 % en 2019 à 0,5 % en 2020.**

Les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2020 sont entourées d'une **incertitude particulièrement élevée**, dans la mesure où les développements macroéconomiques resteront dépendants de l'évolution des conditions sanitaires. Le scénario central, fondé sur l'hypothèse que l'épidémie ne s'aggraverait pas davantage et que le déploiement généralisé de vaccins ne serait pleinement effectif que vers fin 2021, suppose une croissance du PIB de 5 % en 2021, 5 % en 2022 et 2 % en 2023. Des scénarios alternatifs présentent une croissance du PIB plus élevée (+7 % en 2021) ou au contraire plus faible (-1 % en 2021) selon les hypothèses retenues pour les conditions sanitaires. Dans le scénario central, le taux de chômage s'accroîtrait en 2021, à 10,7 % après 8,5 % en 2020, avant de refluer les années suivantes, à 9,5 % en 2022 et 8,9 % en 2023. L'inflation ne se redresserait que progressivement, avec une hausse de l'indice des prix à la consommation harmonisé de 0,5 % en 2021, comme en 2020, puis de 0,8 % en 2022 et de 1,0 % en 2023.

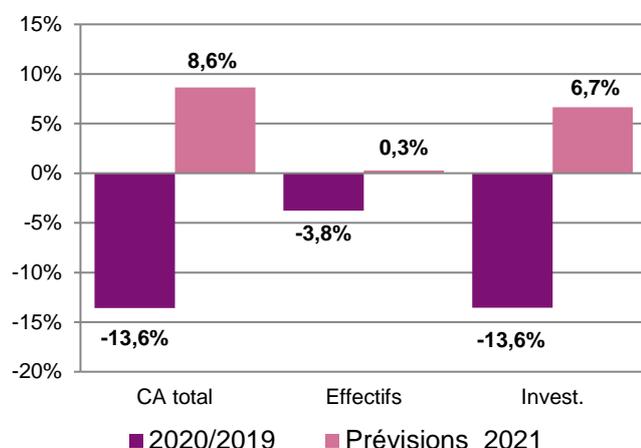
Dans ce contexte, **l'Eurosystème a continué d'assurer un soutien essentiel à l'économie de la zone euro à travers sa politique monétaire.** Les conditions de financement sont ainsi restées favorables pour les entreprises et les ménages de l'ensemble des pays de la zone.



Source : Banque de France

INDUSTRIE

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2019)



En 2020, **l'industrie** enregistre une contraction marquée par rapport à l'année 2019. Tous les indicateurs sont impactés par la crise sanitaire et les mesures associées. Le chiffre d'affaires se détériore significativement (-13,6%), mettant fin à plusieurs années de croissance modérée.

Dans la lignée de 2019, les exportations sont de nouveau en déclin (-11,0%), à l'instar d'un marché domestique désormais moins demandeur.

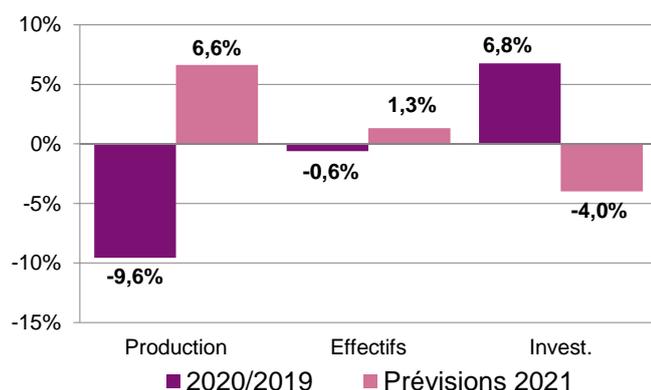
Les dirigeants ont majoritairement ajusté les effectifs (-3,8%), en réduisant significativement l'emploi intérimaire (-21,6%) dans un contexte de forte incertitude. Malgré la réduction des charges, la rentabilité s'est au mieux maintenue pour 78,7% des entreprises.

Les dépenses d'investissement, déjà budgétées voire planifiées, ont été réalisées. Cependant, les montants ainsi affectés sont en nette baisse (-13,6%), avec une répartition sectorielle très disparate.

Pour 2021, les dirigeants anticipent une amélioration, qui ne permettrait toutefois pas d'atteindre le niveau antérieur à la pandémie. Les investissements reprendraient prudemment, et s'accompagneraient de quelques recrutements. Les performances économiques devraient s'améliorer, ou à défaut stagner, pour 83,0% de nos interlocuteurs.

CONSTRUCTION

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2019)



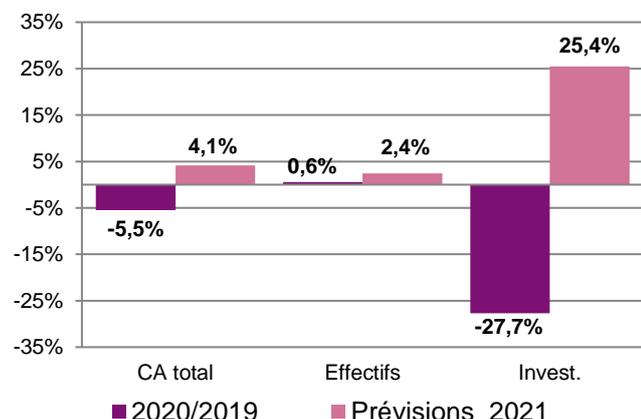
Dans la **construction**, l'activité globale se replie à hauteur de -9,6%, par rapport à une année 2019 fréquemment qualifiée d'exceptionnelle. La branche du bâtiment connaît une évolution similaire à celle des travaux publics, avec une contraction de la production, variant de -8,8% à -9,8%, qui impacte défavorablement la rentabilité.

Si les effectifs intérimaires ont sensiblement fléchi (-13,6%), le personnel permanent a majoritairement été préservé. Des investissements ont été opérés (+6,8%), surtout dans les travaux publics et le gros œuvre.

Pour 2021, une embellie est attendue, tout en restant en deçà de l'année de référence. Quelques recrutements seraient associés à ce redéploiement, voire un recours à l'intérim. Les investissements, a contrario, baisseraient (-4,0%).

SERVICES

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2019)



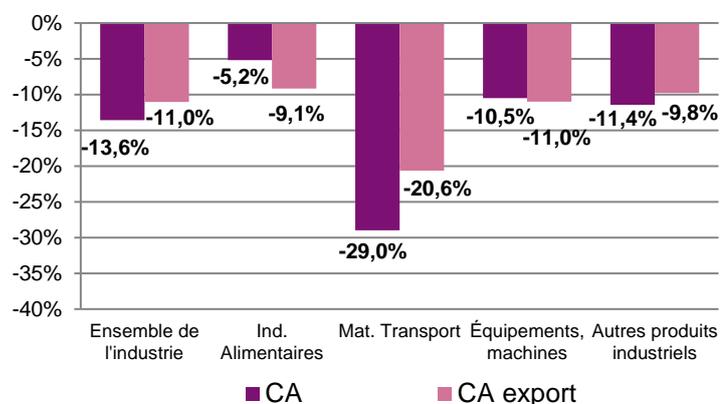
Dans les **services marchands** interrogés (structures de plus de 20 salariés, hors hôtellerie-restauration, arts et spectacles), l'activité apparaît globalement moins altérée que dans les autres pans de l'économie. Le courant d'affaires recule de 5,5%, ce reflux étant atténué par la résistance des exportations (+0,8%). Les dirigeants, dans l'attente de la reprise, ont maintenu leurs effectifs globaux (+0,6%), tout en mettant fin à de nombreux contrats d'intérim (-12,2%). Dans ce contexte, 78,8% des dirigeants constatent une profitabilité au mieux stable.

Pour 2021, les chefs d'entreprise prévoient une reprise de +4,1%, qui ne compenserait toutefois pas la baisse de commandes connue en 2020. Elle s'accompagnerait de quelques embauches (+2,4%).

Les investissements reprendraient significativement (+25,4%) après la forte contraction de 2020 (-27,7%).

Évolution d'activité par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acoess-Urssaf 2019)



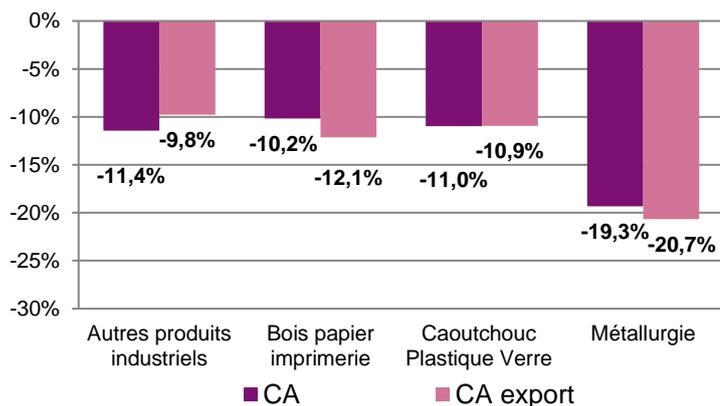
En 2020, l'activité industrielle marque un repli, induit par la crise sanitaire. Dans le Grand Est, les chiffres d'affaires se contractent pour la première fois depuis plusieurs années, affichant une régression de - 13,6 %. La branche automobile est la plus affectée, avec un décrochement de - 29,0 %, contrastant avec les industries agricoles et alimentaires qui enregistrent la baisse la plus modérée (- 5, 2 %).

A l'instar de l'année précédente, le marché étranger s'affiche en retrait (- 11,0 %) et pénalise les volumes globaux. L'impact des exportations est particulièrement prégnant dans les matériels de transport (- 20,6 %).

La production d'équipements électriques et machines comme celle des « autres produits industriels » (détaillé ci-dessous) évolue symétriquement à l'ensemble, recouvrant cependant des réalités différentes selon les segments.

Évolution d'activité dans la fabrication des « autres produits industriels »

(variation pondérée par les effectifs Acoess-Urssaf 2019)



Dans le secteur composite mais prépondérant des « autres produits industriels », seule l'industrie pharmaceutique poursuit sa tendance haussière (+ 9,4 %), portée par la demande étrangère (+ 14,4 %).

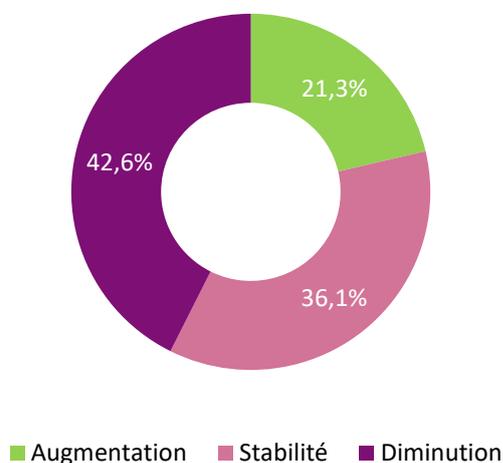
Le travail du bois, papier et imprimerie s'est contracté de nouveau cette année (- 10,2 %), affecté par la baisse des exportations (- 12,1 %). La filière de la chimie a suivi une évolution comparable sur l'année.

La production de caoutchouc, plastique et verre, a régressé de - 11,0 % sur l'ensemble des marchés.

La métallurgie est le sous-secteur le plus affecté, avec une chute de - 15,9 %, atteignant - 20,7 % sur le marché extérieur.

Évolution de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)

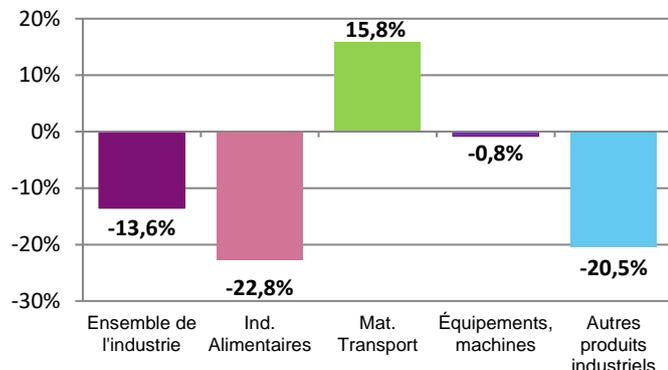


Dans ce contexte dégradé, la rentabilité s'est effritée. Si un tiers des dirigeants tablent sur un maintien de la rentabilité en 2020, 42,6 % d'entre eux envisagent une réduction des résultats.

Quelques professionnels se distinguent par des performances moins dégradées, essentiellement dans l'agro-alimentaire, et les « autres produits industriels » (en particulier dans le travail du bois).

Évolution d'investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2019)



Les investissements industriels se sont nettement contractés en 2020 (- 13,6 %), et les projets non encore engagés ont régulièrement été différés.

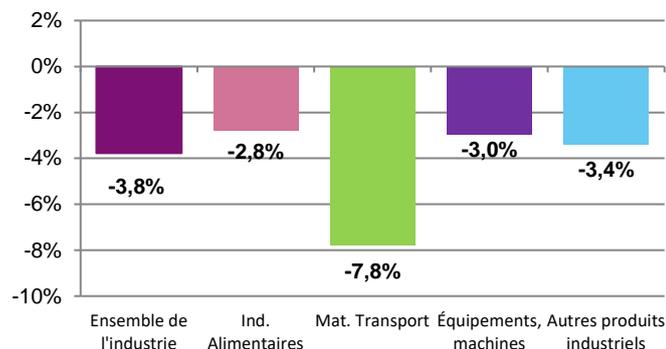
Le secteur des matériels de transport se démarque de cette tendance : l'intensité capitalistique y a progressé de + 15,8 %, en raison de quelques investissements majeurs.

Dans une moindre mesure, l'évolution neutre de la filière des équipements électriques et machines (- 0,8 %) se démarque des flux enregistrés pour l'industrie.

Les « autres produits industriels » voient leur tendance (- 20,5 %) entraînée par le fort repli de la métallurgie (- 34,9 %).

Évolution d'effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2019)



Dans un contexte de net recul d'activité (à hauteur de - 13,6 %), les dirigeants ont révisé à la baisse les effectifs, dans une proportion cependant moindre (- 3,8 %). Le recours aux contrats courts a chuté (- 21,6 %) alors que le personnel permanent a été relativement épargné. Les aides et dispositifs gouvernementaux, ainsi que l'anticipation d'un rebond, ont certainement atténué les répercussions sur la force de travail.

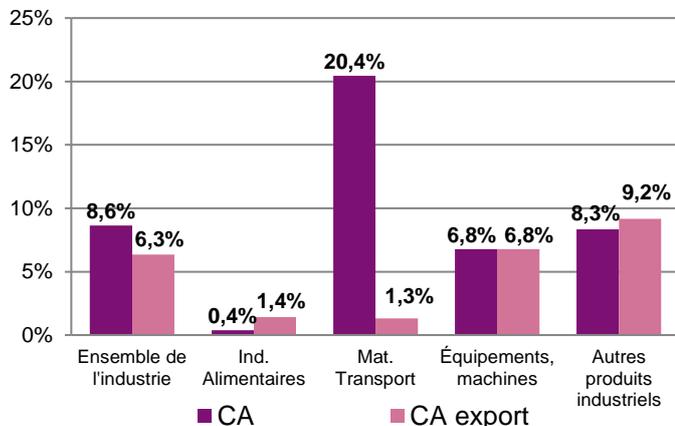
L'ensemble des acteurs industriels constate la même évolution, y compris l'agro-alimentaire, qui présentait pourtant un solde positif en 2019.

La réduction de personnel la plus drastique concerne la fabrication de matériels de transport : 42,0 % des intérimaires n'ont pas obtenu de renouvellement de contrat. Dans ce secteur, la contraction totale de la main d'œuvre atteint - 7,8 %.

Le secteur des « autres produits industriels » a été légèrement moins impacté. Il recouvre toutefois un large spectre d'évolution, allant de réductions significatives dans les usines de métallurgie (- 6,8 %) jusqu'à quelques recrutements sporadiques (+ 0,2%) dans l'industrie chimique.

Prévisions d'activité par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2019)



Ces anticipations sont à interpréter avec prudence, en raison de la visibilité réduite. Pour 2021, les industriels escomptent un rebond de l'activité globale (+ 8,6 %), qui ne permettrait néanmoins pas de renouer avec les précédents standards. Les exportations devraient reprendre (+ 6,3 %), mais également sans revenir aux niveaux antérieurs.

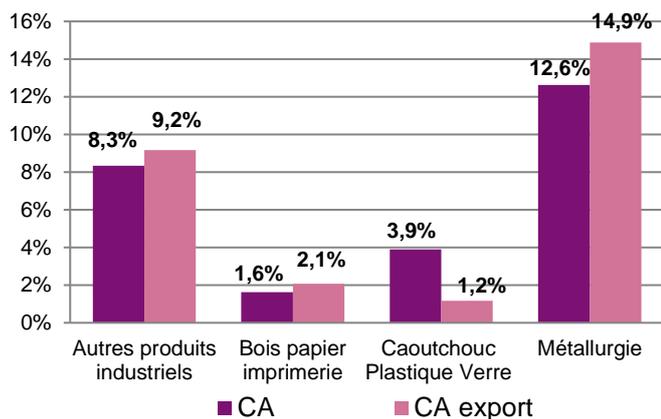
Ce redémarrage est toutefois à nuancer, dans la mesure où seule la branche des matériels de transport se démarquerait par une nette croissance (+ 20,4 %), qui ne compenserait pas le ralentissement constaté en 2020. Ces perspectives sont essentiellement induites par la demande hexagonale.

L'activité, dans les secteurs des équipements électriques et machines comme des « autres produits industriels » progresserait, sans toutefois atteindre les volumes de 2019.

Dans l'industrie agro-alimentaire, l'activité resterait, à l'image de 2019, relativement atone (+ 0,4 %).

Prévisions d'activité dans la fabrication des « autres produits industriels »

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2019)

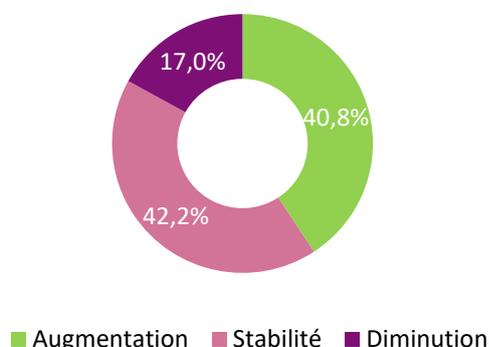


Le chiffre d'affaires envisagé dans la branche des « autres produits industriels » progresserait nettement en 2021 (+ 8,3 %). Il resterait toutefois inférieur à la production antérieure. Le marché international serait plus porteur (+ 9,2 %).

La croissance escomptée est tenue dans les industries du bois, papier et imprimerie (+ 1,6 %) ; un peu plus sensible pour le caoutchouc, plastique et verre (+ 3,9 %) et bien plus marquée dans la métallurgie (+ 12,6 %). Les activités chimiques connaîtraient quant à elles un certain dynamisme (+ 9,5 %), approchant leurs standards d'activité.

Prévisions de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)

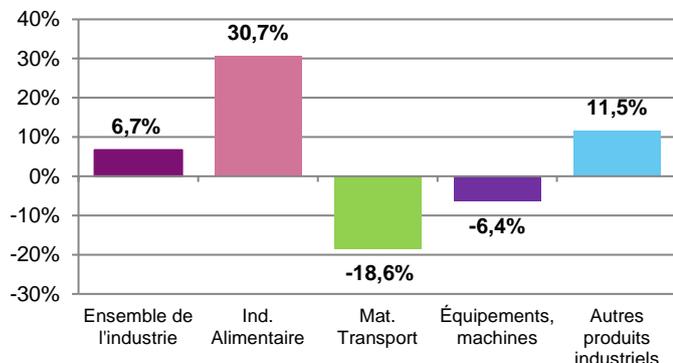


Les dirigeants tablent sur une hausse ou a minima une stabilité de leur rentabilité en 2021. Seuls 17,0 % envisagent une dégradation de leur rentabilité.

Les performances pourraient cependant rester inférieures à 2019, en particulier dans la fabrication de matériels de transport et l'agroalimentaire. A contrario, des perspectives favorables sont plausibles dans le segment des équipements électriques et machines ainsi que dans les « autres produits industriels ».

Prévisions d'investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2019)

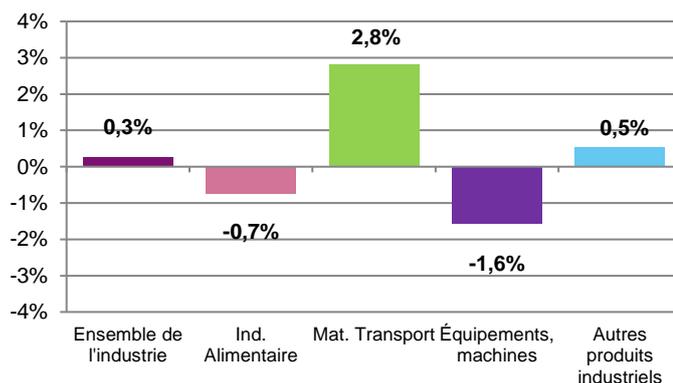


Les dirigeants envisagent d'accompagner le redéploiement d'activité par des investissements mesurés (+ 6,7%). Le plan de relance aurait toutefois peu d'impact dans l'industrie d'équipements électriques et machines (- 6,4 %) et a fortiori dans la construction automobile (- 18,6 %).

À l'inverse, les chefs d'entreprise « d'autres produits industriels » envisagent un budget en progression de + 11,5 %, et ceux de l'agroalimentaire tablent sur une augmentation de + 30,7 % des immobilisations.

Prévisions d'effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2019)



Les chefs d'entreprise envisagent d'accompagner le redéploiement d'activité par quelques rares recrutements (+ 0,3 %). Ce frémissement, diversement réparti selon les secteurs, concerne essentiellement l'emploi permanent.

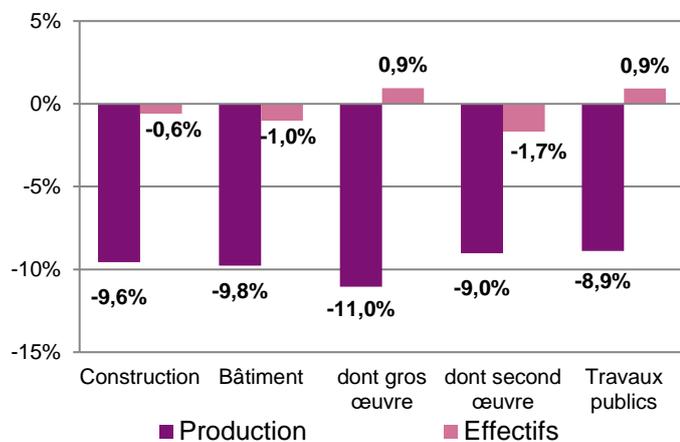
Ainsi, les directeurs d'usines de matériels de transport (+ 2,8 %) comme « d'autres produits industriels » (+ 0,5 %) réaliseraient quelques embauches.

A contrario, les effectifs de l'industrie agro-alimentaire (- 0,7 %) ainsi que ceux de la fabrication d'équipements électriques et machines (- 1,6 %), se maintiendraient difficilement, voire s'effriteraient, en dépit de prévisions haussières du chiffre d'affaires.

Le recours à l'intérim devrait se réduire (- 1,0 %), à l'exception des secteurs de l'automobile (+ 27,6 %), et, dans une moindre mesure, des produits en caoutchouc (+ 2,7 %) et de la métallurgie (+ 0,8 %).

Évolution d'activité et d'effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2019)



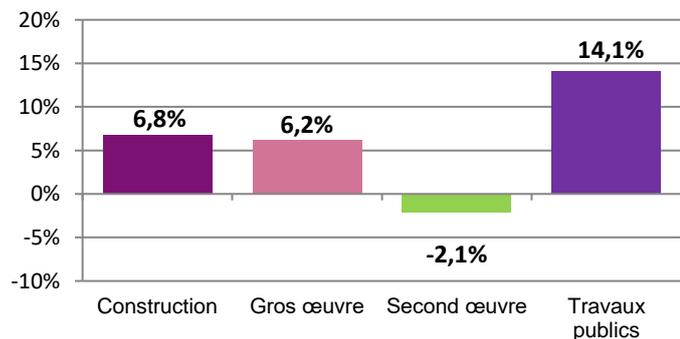
L'activité décroît en 2020 (-9,6%), interrompant une tendance haussière pluriannuelle. Les carnets de commandes, exceptionnels par leurs volumes en 2019, se contractent, et les appels d'offres se raréfient.

Le gros œuvre, à travers les travaux de maçonnerie, a recouru à l'intérim (+2,3%) pour maintenir ses effectifs (+0,9%), malgré l'évolution défavorable de la production (-11,0%).

Les autres secteurs ont répercuté très partiellement le resserrement (de l'ordre de -9%) des chantiers sur le personnel. Ainsi, le second œuvre a réduit la force de travail (-1,7%) à travers une sollicitation nettement limitée aux emplois temporaires (-16,7%), alors que les travaux publics recrutent des salariés au détriment du recours aux contrats courts (-17,7%).

Évolution d'investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2019)

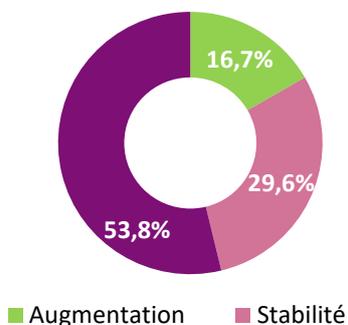


Les investissements se sont poursuivis (+6,8%), cependant cette croissance est relative car elle ne traduit pas un mouvement d'ensemble des professionnels de la construction mais plutôt l'acquisition en 2020 de quelques actifs importants dans les travaux publics et dans le gros œuvre.

Le second œuvre s'est inscrit en léger retrait, avec des investissements évoluant de -2,1%.

Évolution de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)

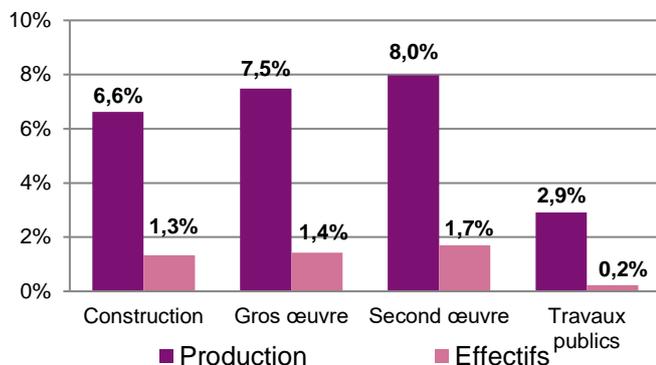


La rentabilité s'est dégradée dans la moitié des entreprises.

Les dirigeants, pour contrer la baisse des carnets de commandes, ont réduit les prix des devis. La vive concurrence a ainsi affecté le niveau des marges, essentiellement dans les travaux publics, où 70% des entreprises enregistrent une baisse des marges.

Prévisions d'activité et des effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2019)

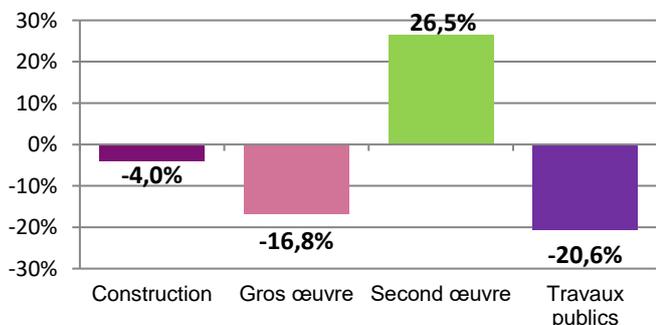


Un rebond d'activité (+ 6,6 %) est attendu en 2021, pour l'ensemble de la construction. Comme dans l'industrie et les services marchands, ce redressement resterait en deçà des standards. La production dans le bâtiment atteindrait + 7,8 %, soit le double de l'évolution attendue dans les travaux publics (+ 2,9 %).

Les dirigeants envisagent de renforcer légèrement leurs effectifs (+ 1,3 %) pour accompagner cette évolution, en mettant l'accent sur le personnel permanent. Seul le second œuvre envisage une légère progression des intérimaires (+ 1,7 %).

Prévisions d'investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2019)

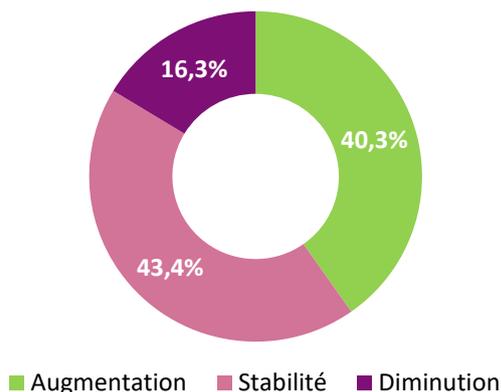


Les budgets d'investissements sont revus à la baisse en 2021 (- 4 %) hormis ceux du second œuvre qui semblent croissants car ils sont portés par quelques projets immobiliers importants dans la région.

Les prévisions prudentes sont atypiques tant par rapport au secteur industriel que des services marchands.

Prévisions de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)

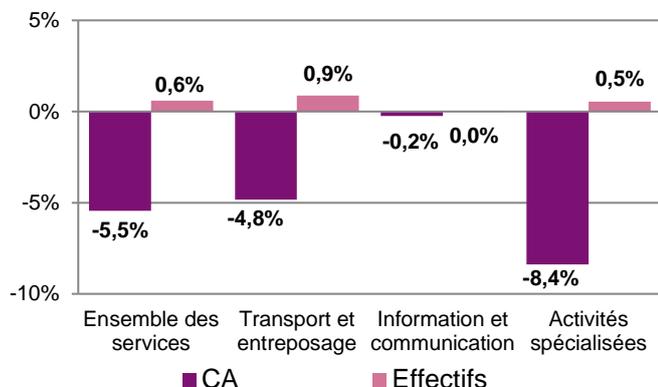


Les dirigeants tablent majoritairement sur un maintien de la rentabilité en 2021. Pour autant, la profitabilité devrait augmenter dans 40,3 % des entreprises, sans que les marges n'atteignent, dans la plupart des cas, les réalisations de 2019.

Le segment du gros œuvre continuerait à connaître une dégradation des marges.

Évolution d'activité et d'effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2019)

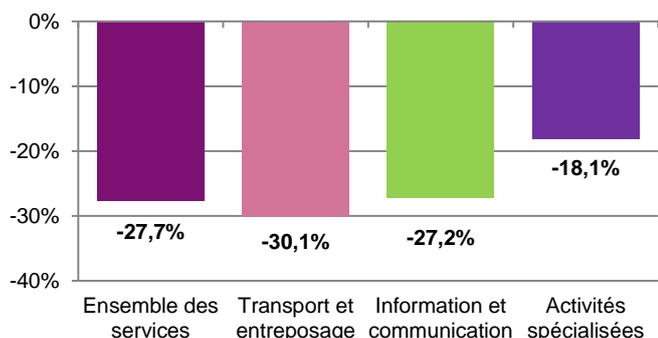


Les entrées d'ordres ont décliné de - 5,5 % en 2020. Si l'ensemble des segments contribue à cette évolution, le sous-secteur comprenant l'information et communication a été relativement épargné, porté par les besoins digitaux des entreprises. A contrario, les « activités spécialisées », comprenant entre autres les activités comptables et études techniques, ont enregistré une décline marquée (- 8,4 %). Le transport et entreposage a pâti de la fermeture des magasins mais s'est partiellement repositionné sur les livraisons vers le destinataire final. Au global, le volant d'affaires baisse de - 4,8 %.

L'emploi permanent a progressé, alors que le recours aux contrats courts s'est fortement contracté (- 12,2 %). Les effectifs totaux se sont légèrement étoffés (+ 0,6 %), les recrutements étant essentiellement opérés dans le transport.

Évolution d'investissements par secteur

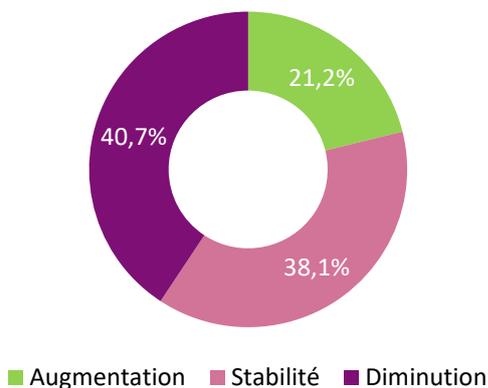
(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2019)



Les investissements se sont fortement contractés en 2020, affichant une régression de - 27,7 %. L'ensemble des segments contribue à cette évolution, qui est comprise entre - 18,1 % pour les « activités spécialisées » et - 30,1 % dans l'activité de transport.

Évolution de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)



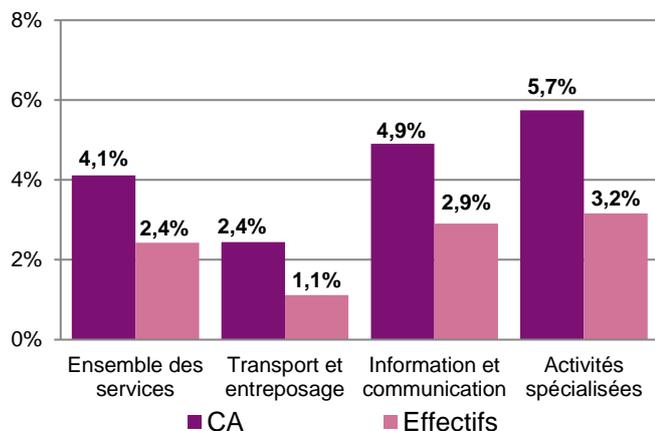
La rentabilité s'est dégradée en 2020 pour 40,7 % des entreprises. Seules 21,2 % d'entre elles ont pu améliorer leurs marges.

Au niveau sectoriel, le transport-entreposage a été particulièrement affecté : 59,7 % des chefs d'entreprise constatent une dégradation de la rentabilité dans ce métier.

Ces performances décevantes, dans les services marchands, font suite à une année 2019 en demi-teinte, durant laquelle les résultats d'exploitation étaient majoritairement stables.

Prévisions d'activité et d'effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2019)



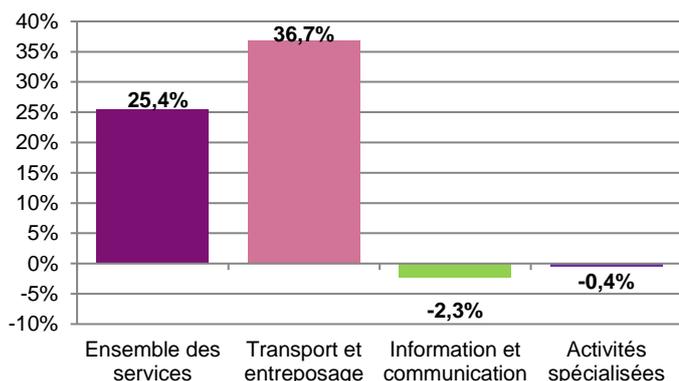
L'année 2021 est marquée par un manque de visibilité. Pour autant, le courant d'affaires devrait se redresser (+ 4,1 %), tout en restant globalement inférieur aux niveaux habituels. Le marché international, en hausse de + 1,6 %, contribuerait avec modération à cette évolution.

Les métiers d'information et communication (+ 4,9 %) ainsi que le segment des activités spécialisées comprenant les services administratifs se démarquent des autres services marchands par une reprise d'activité supérieure au léger recul (- 0,2 %) enregistré en 2020.

Dans ce contexte, les chefs d'entreprise envisagent d'étoffer de nouveau les effectifs (+ 2,4 %), en accélérant la tendance par un recours à l'intérim (+ 3,0 %).

Prévisions d'investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2019)

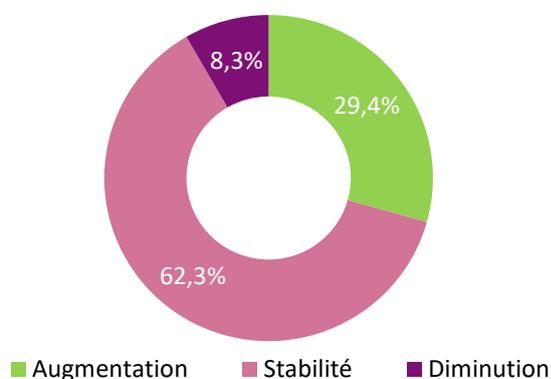


Les budgets dédiés aux investissements sont annoncés en forte hausse pour 2021 (+ 25,4 %).

Si les secteurs de l'information-communication comme des « autres activités » telles que l'ingénierie tablent sur un maintien des budgets minorés de 2020, le transport-entreposage se démarque par des projets importants (+ 36,7 %).

Prévisions de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)



Près de deux tiers des chefs d'entreprise attendent une stabilité des résultats en 2021, qui ne permettra pas de retrouver les niveaux de rentabilité antérieurs.

A la marge, quelques dirigeants envisagent une dégradation de leurs résultats lors de cette nouvelle année, alors que 29,4 % tablent sur une amélioration des marges.

Tableaux synthétiques sectoriels

(Variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 12/2019)

Bilan 2020

	CA total	Exportations	Effectifs	Investissements
Ensemble de l'Industrie	-13,6	-11,0	-3,8	-13,6
Industries alimentaires	-5,2	-9,1	-2,8	-22,8
Industrie de la viande	2,4	1,5	-1,4	-29,6
Autres produits alimentaires	-1,6	-6,6	-2,8	-6,1
Fabrication de boissons	-14,9	-14,7	-4,0	-17,9
Equipements électriques, électroniques et autres	-10,5	-11,0	-3,0	-0,8
Equipements électriques	-9,9	-6,0	-3,5	57,3
Machines et équipements	-9,9	-11,8	-3,0	-26,8
Fabrication de matériels de transport	-29,0	-20,6	-7,8	15,8
Fabrication d'autres produits industriels	-11,4	-9,8	-3,4	-20,5
Travail du bois, industrie du papier, imprimerie	-10,2	-12,1	-5,2	-12,6
Industrie chimique	-10,6	-13,3	0,2	-10,1
Industrie pharmaceutique	9,4	14,4	4,4	-40,9
Produits en caoutchouc - plastique - et autres	-11,0	-10,9	-2,3	10,1
Métallurgie et fabrication de produits métalliques	-19,3	-20,7	-6,8	-34,9
Autres industries manufacturières- réparation- installation	-2,4	15,3	-0,6	-36,5

Prévisions 2021

	CA total	Exportations	Effectifs	Investissements
Ensemble de l'Industrie	8,6	6,3	0,3	6,7
Industries alimentaires	0,4	1,4	-0,7	30,7
Industrie de la viande	-1,9	0,5	0,1	91,5
Autres produits alimentaires	0,4	7,9	-3,7	6,7
Fabrication de boissons	-0,4	-1,2	0,4	28,9
Equipements électriques, électroniques et autres	6,8	6,8	-1,6	-6,4
Equipements électriques	6,4	5,6	-1,2	-32,8
Machines et équipements	6,7	6,5	-2,3	16,1
Fabrication de matériels de transport	20,4	1,3	2,8	-18,6
Fabrication d'autres produits industriels	8,3	9,2	0,5	11,5
Travail du bois, industrie du papier, imprimerie	1,6	2,1	-2,5	2,9
Industrie chimique	9,5	5,9	0,3	4,1
Industrie pharmaceutique	8,2	12,9	5,9	28,5
Produits en caoutchouc - plastique - et autres	3,9	1,2	0,8	11,9
Métallurgie et fabrication de produits métalliques	12,6	14,9	0,8	8,8
Autres industries manufacturières- réparation- installation	12,2	17,2	0,9	39,8

Tableaux synthétiques sectoriels

(Variation pondérée par les effectifs Acoff-Urssaf 12/2019)

Bilan 2020

	Production totale	Effectifs	Investissements
Construction	-9,6	-0,6	6,8
Gros Oeuvre	-11,0	0,9	6,2
Second Oeuvre	-9,0	-1,7	-2,1
Travaux Publics	-8,9	0,9	14,1

Prévisions 2021

	Production totale	Effectifs	Investissements
Construction	6,6	1,3	-4,0
Gros Oeuvre	7,5	1,4	-16,8
Second Oeuvre	8,0	1,7	26,5
Travaux Publics	2,9	0,2	-20,6

Tableaux synthétiques sectoriels

(Variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 12/2019)

Bilan 2020

	CA total	Exportations	Effectifs	Investissements
Ensemble des services	-5,5	0,8	0,6	-27,7
Transports et entreposage	-4,8	-3,5	0,9	-30,1
Information et communication	-0,2	-18,8	0,0	-27,2
Activités spécialisées	-8,4	15,9	0,5	-18,1

Prévisions 2021

	CA total	Exportations	Effectifs	Investissements
Ensemble des services	4,1	1,6	2,4	25,4
Transports et entreposage	2,4	2,7	1,1	36,7
Information et communication	4,9	14,0	2,9	-2,3
Activités spécialisées	5,7	-2,1	3,2	-0,4

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région Grand Est, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2019-2020-2021). Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON GRAND EST

Taux de couverture par rapport aux données AcoSS – Urssaf

Secteurs d'activité	Nombre d'entreprises	Effectifs		Taux de couverture en %
		Appréhendés dans l'enquête	Recensés par AcoSS-Urssaf au 31/12/2019	
INDUSTRIE	690	150 149	252 251	59,52%
CONSTRUCTION	478	29 201	108 390	26,94%
SERVICES	383	42 812	154 042	27,79%
TOTAL	1 551	222 162	514 683	43,16%

La Banque de France remercie pour leur précieux concours les entreprises ou établissements qui ont accepté de participer à cette enquête.

Retrouvez LA CONJONCTURE EN RÉGION, TENDANCES RÉGIONALES

sur le site Internet de la Banque de France

www.banque-france.fr - Rubrique "Statistiques"

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

REGION44.CONJONCTURE@banque-france.fr

En précisant votre nom, la dénomination et l'adresse de votre entreprise

« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».